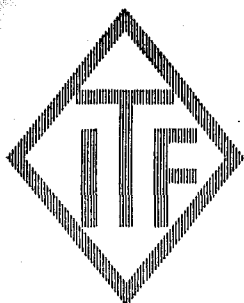


FASCISME

N°6

Amsterdam, le 22 septembre 1934



La pitié est un péché. (I.T.F.) Les Nazis ont perdu la bataille du travail. Ils craignent les conséquences de leur échec et cherchent par conséquent à répartir les chômeurs sur le pays en des groupes aussi petits que possible. Les ouvriers mineurs sont obligés de céder leur place dans les entreprises à des pères de famille qui doivent certains égards à leurs femmes et à leurs enfants. Les jeunes ouvriers sont placés sous la discipline militaire des camps de travail.

Les chômeurs des villes sont casés dans les baraquements le long des autoroutes ou sur le terrain des grandes propriétés foncières et doivent travailler à un salaire misérable. Les hommes qui sont envoyés à travers le pays comme ouvriers travaillant tantôt ici tantôt là, savent qu'ils abandonnent leurs familles dans le plus grand besoin. Les femmes qu'on oblige à s'embaucher dans l'aide agricole sont privées de leurs enfants que l'on envoie à l'orphelinat, tandis que leurs meubles s'abîment dans le dépôt municipal. Tout le monde refuse, pour peu que possible, à se prêter à des travaux de ce genre. Il est vrai qu'en cas de refus d'accepter un travail, le secours de l'office national de placement est retiré pour une période de 6 à 12 semaines, mais d'après les dispositions en vigueur, le bureau de bienfaisance de la municipalité a l'obligation de payer un secours fût-il bien réduit. La résistance de la part des chômeurs vient entraver les desseins des Nazis. C'est pourquoi "Arbeitertum", l'organe bimensuel du Front allemand du travail, exige qu'on ne paye aucun secours à tous ceux qui refusent d'accepter du travail dans l'aide agricole, au service obligatoire du travail ou dans des travaux publics loins de leur domicile. L'organe écrit : " On ne peut dire qu'une chose : ici la pitié est un crime".

Donnant suite au désir du Front du travail, le gouvernement du Reich a déjà émis un décret disant que les bénéficiaires d'un secours de bienfaisance qui refusent de partir pour chercher du travail ici et là devront se contenter d'un secours "fortement réduit" sinon entièrement supprimé. Les Nazis veulent froidement laisser mourir de faim les chômeurs qui se refusent à ce travail d'esclaves.

Les prix augmentent. (I.T.F.) Par le recul de l'excédent des exportations allemandes et par l'importation augmentée de matières premières

servant à des buts d'armement, le Troisième Reich manque des devises étrangères nécessaires pour payer les matières premières dont a besoin l'industrie. Les prix des produits textiles ont déjà considérablement monté aussi bien pour les marchandises de bonne qualité que pour les "Ersatz". Le Consul hollandais Schmid à Essen a rapporté à son gouvernement: "Dans le commerce en gros du textile on constate des augmentations des prix de 12% en moyenne, mais des augmentations allant de 30 à 35% ne sont pas une exception. Des tissus fabriqués de matières premières succédanées coûtent de 10 à 20% de plus qu'on réclamait autrefois pour les bonnes qualités. Dans la plupart des cas on doit faire usage de nouvelles machines (pour pouvoir travailler les matières succédanées)." Il est certain que ces augmentations de prix feront prochainement sentir leurs effets dans le commerce de détail également. Elles réduiront encore davantage la puissance d'achat des salaires.

Hitler protège les bénéfiques. (I.T.F.) Le 21 mars, lors du commencement de la bataille du travail de 1934, Hitler s'est cru obligé de tranquilliser les ouvriers qui sont forcés dans le Troisième Reich de travailler à des salaires "vraiment impossibles". Le Führer dit: "Nous saurons dorénavant opposer la dernière énergie à toutes les tentatives visant à majorer le montant des dividendes".

Aux Etats-Unis quelques personnes ont cru qu'il fallait prendre au sérieux ces paroles du chef du parti national-socialiste. Lorsque le Dr. Schacht devint ministre de l'Economie nationale avec des pouvoirs presque dictatoriaux, les journalistes américains demandèrent au dictateur économique du Troisième Reich s'il avait l'intention de prendre des mesures pour limiter les profits patronaux. Or, l'agence de presse officielle allemande annonça le 27 août que le Dr. Schacht en apprenant qu'on supposait à l'étranger que le gouvernement allemand prendrait des mesures pour limiter les bénéfices se serait écrié: "C'est fou ou stupide! Les profits sont l'unique source du bien-être industriel. L'industrie doit être en mesure de réaliser des bénéfices. Nous avons besoin d'argent et l'unique moyen de l'avoir est de faire produire des bénéfices aux entreprises privées."

Le Dr. Schacht a raison? Celui qui croit aux phrases radicales nazies est fou ou stupide. Assurer les bénéfices au patronat, voilà l'alpha et l'oméga de la politique nationale-socialiste.

Main-d'oeuvre bon marché--matières premières à bon compte. (I.T.F.) Le Dr. Schacht, ministre de l'Economie nationale, a affirmé dans son discours de Leipzig qu'en cas de production de matières premières indigènes, les employeurs pourraient dorénavant bénéficier d'une subvention sur les salaires du montant de l'allocation de chômage. Ainsi que l'annonce le "Völkische Beobachter" du 8 septembre, cette méthode de subvention sur les salaires est déjà pratiquement appliquée. La section de la Marche orientale du service volontaire du travail a été chargée de récolter de la résine brute. On prétend que "la térébentine produite par le service du travail de la Marche orientale est d'une qualité absolument équivalente aux fabrications américaine et française". A présent on désire étendre dans toute l'Allemagne, au moyen du service volontaire du travail, cet emploi de la résine de pin. Reste à savoir quel sera le résultat économique de cette activité. Pendant la guerre aussi, on a déclaré que l'huile produite par le pressage de faines ramassées par les enfants équivalait aux huiles comestibles les plus fines. Ce qui est sûr seulement, c'est que de jeunes chômeurs obligés à du travail forcé doivent faire, contre une rétribution de 25 pfennigs par jour, le travail accompli jusqu'à présent par des ouvriers forestiers qualifiés touchant un salaire fixe.

La menace de la faim au lieu de la carte de contrôle. (I.T.F.) Le suppléant de Hitler a interdit que le front allemand du travail contrôle comme par le passé, au moyen de cartes spéciales, le nombre de ceux qui prennent part à ses réunions. Les publications parues dans la presse anti-fasciste n'ont pas manqué d'impressionner les Nazis. En réalité toutefois, cette interdiction n'est qu'une manoeuvre. Trois jours avant sa publication, de nouvelles directives ont été publiées au sujet de l'adhésion au front allemand du travail. Ces directives prévoient (point 10, deuxième alinéa) que "seront expulsés tous les membres qui s'abstiennent de manière continue de participer aux démonstrations ou cours" organisés par le front du

travail. Or, il faut savoir, qu'être expulsé du front allemand du travail veut dire être privé de toutes possibilités de trouver du travail. En d'autres termes, on continue comme par le passé à contrôler la fréquentation des réunions et on menace de la faim ceux qui s'en abstiennent.

Le grand secret (I.T.F.) Il paraît que personne ne connaît le nombre exact de membres que compte le front allemand du travail. Les données officielles oscillent entre 17 et 30 millions. Le 8 avril le Dr. Ley en parlant à Cologne, a indiqué un chiffre de 20 millions; le 23 avril le chef de l'organisation du front allemand du travail, Selzner, a prétendu qu'il y en avait 30 millions. Le 13 mai le Dr. Ley a dévoilé aux correspondants des journaux étrangers que le front allemand du travail comptait 23 millions de membres. Lors du Congrès de Nuremberg du parti national-socialiste, le Dr. Ley a donné du même coup deux chiffres différents; le 7 septembre il parla de 17 millions et le 8 septembre de 21 millions. Il y a de mauvaises langues qui prétendent que le nombre des adhérents du front allemand du travail monte ou descend suivant la quantité d'alcool consommée par le Dr. Ley.....

Les cotisations au front allemand du travail. (I.T.F.) En janvier 1934, le front allemand du travail a fixé pour la première fois des cotisations uniformes pour les membres individuels. Ces cotisations étaient établies selon un barème et s'élevaient pour les employeurs jusqu'à 20 marks par mois. Les employeurs--dans l'intérêt desquels les ouvriers sont espionnés et distraits de ce qui les intéresse en première ligne--sont au fond les seuls qui profitent du front du travail. Ce n'est donc que juste qu'ils en portent la majorité des frais. Seulement les employeurs se sont opposés aux cotisations en vigueur jusqu'à présent et ont obtenu que le barème des cotisations soit revu et que le taux des cotisations à payer par ceux qui ont les plus gros revenus soit réduit d'environ 50%. Les ouvriers et les employés continueront à payer les anciens taux.

"Ouvrier je te jure" (I.T.F.) Les organisations syndicales des travailleurs allemands ont été anéanties mais les institutions de secours des syndicats libres détruits, continuent à exister, du moins sur le papier. Le droit de regard de la part des membres a toutefois été supprimé. On coupa court à l'habitude de rendre des comptes et les secours dont pouvaient bénéficier les membres étaient accordés ou refusés selon le bon vouloir des bonzes nazis. Le Dr. Ley n'avait-il pas en effet, lors de l'occupation des sièges des syndicats libres solennellement promis: "Ouvrier je te jure, nous conserverons tout!" Ce disant il ne peut avoir songé qu'aux institutions de secours.

En mai 1934, des directives "pour l'usage interne", c'est-à-dire à l'intention des bonzes du parti nazi, du front du travail et des cellules d'entreprise, ont été émises sur les secours qui seraient dorénavant servis par le front allemand du travail. Ces directives laissent transparaître l'anéantissement des caisses de secours des anciens syndicats. De nouvelles directives viennent à présent d'être publiées; elles contiennent encore des avilissements.

Les membres qui souvent avaient acquis des droits notables à un secours en payant des cotisations pendant de longues années, sont privés de leurs titres comme si de rien n'était. Le front allemand du travail vérifie en premier lieu le degré de besoin du membre ou de ses ayants-droit et c'est le résultat de cette enquête qui détermine si un secours entre oui ou non en ligne de compte. Il s'agit effectivement ici d'un régime de secours, ou pour mieux dire d'assurance, d'un genre tout à fait nouveau.

Lorsque nous comparons par exemple la situation actuelle avec ce qui existait autrefois dans la Fédération des transports, adhérente à l'I.T.F., nous constatons que le secours de grève a été supprimé. Il en est de même pour les secours en cas de représailles, en cas de déplacement et de déménagement. Pour les marins et les bateliers, l'assurance contre la perte des effets a aussi été supprimée. Quant aux autres types d'assurances, pour autant qu'un membre réussit à passer avec succès l'examen concernant son degré d'indigence, il touche un secours bien plus bas qu'on ne payait autrefois. Les secours en cas de chômage et de maladie devaient être versés suivant les directives de mai pendant 48 à 130 jours, selon la durée de l'affiliation à la caisse. A présent la durée du secours a été réduite et n'est plus que de 42 à 96 jours, ce qui signifie, lors-

qu'on compare les versements moyens, une diminution du secours total des 45,50 mk. promis en mai à seulement 33,60 mk. soit d'environ 30%. Dans l'ancienne Fédération des transports, le versement maximum se serait élevé en prenant la moyenne des cotisations à : mk:64,80 . Un autre avilissement consiste dans le fait qu'autrefois on pouvait atteindre le secours maximum après avoir payé des cotisations pendant 78 semaines consécutives, tandis que cette période a à présent été étendue à 2 ans. (Il convient de se rappeler que les secours de chômage et de maladie payés par l'organisation ne constituent qu'un supplément sur le secours de l'Etat.)

Le secours-invalidité payé par le front allemand du travail s'élève après 10 années d'affiliation, en prenant la moyenne des cotisations, à mk. 4,30 par mois et augmente par année de plus de mk.1,50. Il est vrai que la rente d'invalidité n'est payée que fort rarement. Un invalide qui ne disposerait plus que de la moitié du revenu net moyen de sa catégorie professionnelle, ne touche pas un pfennig de secours. Au mois de mai on avait encore promis que les invalides, ne touchant que les deux tiers du revenu moyen de leur catégorie professionnelle auraient droit à une rente. Entretemps cependant, le parti dont le programme prévoit (au point 15) "une vaste extension de l'assurance-vieillesse" a décidé de priver encore un nombre d'accidentés du travail de leur secours.

Beaucoup d'ouvriers espéraient que le front allemand du travail garantirait pour le moins les secours et reconnaîtrait les droits acquis. Quelle erreur ! Les promesses nationales socialistes ne valent pas un liard.

Mobilisation à l'essai. (I.T.F.) Officiellement la Reichswehr allemande ne compte que 100.000 hommes. Le chiffre réel doit toutefois s'élever à 300.000 hommes, ce qui est encore bien peu en comparaison de l'armée du temps de la guerre mondiale. Les manoeuvres de ces troupes n'ont par conséquent qu'une valeur militaire limitée, raison pour laquelle une partie des manoeuvres ont eu lieu avec la participation du front allemand du travail. Fin juillet, à Döbeln, tout près de la frontière tchécoslovaque, plus de 500.000 hommes ont marché "avec une discipline exemplaire," répondant à un "appel général". Un bataillon du 11ème régiment d'infanterie de la Reichswehr, de même que des troupes des S.A. et S.S. ont pris part à cette marche du front du travail. Les troupes ont été passées en revue par le Dr. Ley et le capitaine Von Linstow, remplaçant du commandant de bataillon, qui constatèrent que les chemins de fer et le parc d'automobiles sont suffisamment équipés pour assurer un transport rapide de soldats aux frontières tchécoslovaques. La revue générale à Döbeln eut lieu le 31 juillet, précédée par des revues de troupes à Zwickau et Olsnitz. Le 26 août, l'essai de mobilisation a été répété à Breslau et à Coblenze. La mobilisation était à peine camouflée par une manifestation à l'intention de la Sarre à Coblenze par une manifestation du front allemand du travail à Breslau. 180 trains et d'innombrables autos ont été dirigées sur Coblenze tout près de la frontière française; on a rassemblé à Breslau 600.000 hommes. Il s'agissait ainsi que l'a dit le chef nazi pour la région de la Silésie, Brücker, de "la plus grande performance technique de la Reichsbahn après la guerre". Les frais de ces manoeuvres ne sont payés qu'en partie par les cotisations extorquées aux ouvriers et employés. Pour la manifestation de Breslau par exemple plus d'un million de cartes d'entrée ont été vendues dans les entreprises. Un refus comportait le risque du camp de concentration. Des cartes de contrôle ont aussi été émises pour pousser davantage à la participation. Chaque manifestant devait pourvoir à sa nourriture de ses propres ressources. Une partie de ces manifestants plus ou moins volontaires n'ont pu réintégrer le domicile que le lundi matin; aucun dédommagement ne leur a été payé pour la perte de salaire découlant de la participation aux manoeuvres.

Afin de pouvoir satisfaire aux exigences de l'état-major, la Reichsbahn a dû augmenter le personnel des ateliers dans plusieurs centres importants. Lors de l'embauchage de 600 nouveaux ouvriers dans l'atelier de réparations X., le chef a expliqué ces nouveaux engagements en disant: " Il faut que nous soyons prêts pour une guerre."

Le personnel roulant de la Reichsbahn n'a aucune possibilité de se défendre contre les heures de travail excessives; les horaires de service sont élaborés par les chefs, sans demander l'avis des agents.

"Justice sociale" .(I.T.F.) La misère des travailleurs italiens est grande. Les Pouilles sont la région la plus misérable d'Italie. D'après des chiffres officiels (Bollettino Ufficiale di Statistica, juin 1934) il y a dans les Pouilles en moyenne plus de 3 personnes par chambre d'habitation, dans certaines localités cette moyenne dépasse même le chiffre de 4. Encore a-t-on tenu compte des cuisines en calculant le nombre des pièces! Dans la ville principale, le port de Bari, la moitié des demeures n'est pas pourvue d'eau. La faim et l'indigence font monter le nombre des cas de malaria. (Depuis 1930 le gouvernement ne se risque plus à publier des statistiques à ce sujet.) Le degré de mortalité, surtout de la mortalité infantile, monte d'année en année.

Les travailleurs des Pouilles sont parmi les plus mal payés d'Italie. Le Bulletin officiel de statistique indique un salaire horaire moyen de 1,20 lire pour les Pouilles, le chiffre le plus proche étant celui pour la Sardaigne de 1,58 lire. Pour toute l'Italie la moyenne du salaire horaire est de 1,82 lire. Vu que la moyenne des heures de travail effectuées a été évaluée officiellement à 157 heures par mois, on peut dire qu'un ouvrier des Pouilles doit vivre avec 193 liras par mois, soit 6,20 liras par jour. Le paysan doit travailler comme journalier et gagne environ 4 à 5 liras par jour; encore ne peut-il pas compter sur plus de 80 à 150 journées de travail par an.

Mussolini a fait au début de septembre un voyage dans les Pouilles où il a fait des discours dans plusieurs villes. Une armée de policiers en civil l'a protégé contre l'affection des affamés. Des "carabinieri" barraient les rues; pour ne pas être inquiété il fallait posséder un sauf-conduit spécial. Mussolini a assuré dans ses discours que les Pouilles avaient particulièrement joui des bienfaits du fascisme, et que le fascisme poursuivait sa marche victorieuse pour "la réalisation d'une justice sociale plus élevée".

La police s'est immédiatement mise à l'œuvre pour la réalisation de ce but: cela a fait des arrestations en masse.

Un effondrement .(I.T.F.) Les promesses faites par le gouvernement national-socialiste de Dantzig lors de son avènement au pouvoir sont oubliées. Après 14 mois le président du Sénat dantzikois a dû, dans un discours radio-diffusé, répondre "à tous ceux qui croient qu'on doit nourrir un peuple de promesses pour qu'il reste docile." Les peuples remarquent bien vite que les promesses ne remplissent pas l'estomac. A présent le sénat nazi doit proclamer "la suspension de tous les travaux pour combattre le chômage." Il n'y a même plus d'argent pour secourir les chômeurs. Les chômeurs doivent disparaître des listes des bureaux de placement par l'introduction du chômage partiel pour les ouvriers et employés qui travaillent encore. En même temps tous les traitements et salaires seront sensiblement réduits. Les travailleurs dont les revenus ont été réduits doublement et par les diminutions de salaire dictées par le Commissaire au travail et par l'introduction du chômage partiel, ne devront cependant pas s'élever contre "l'amour du lucre des commerçants" ou l'"égoïsme d'autres corps de métier". Ils sont les victimes de la politique économique nationale-socialiste. Le président du Sénat de Dantzig souhaite qu'ils soient "grands dans l'abnégation" et qu'ils se laissent tirer des poches le peu que les parasites nazis y ont laissé. C'est tout ce que la sagesse brune trouve comme solution!

Les ouvriers des transports sous le fascisme.

"Ce n'est pas comme ça que nous l'avions pensé". (I.T.F.) Les Heimwehren fascistes d'Autriche avaient fait à leurs partisans toutes les promesses imaginables. Aussitôt que les syndicats libres seraient anéantis et que l'on aurait brisé la puissance de Vienne la Rouge, la dictature chrétienne aurait soin d'établir la justice sociale. C'est en vain que les partisans déçus du fascisme autrichien réclament à présent la réalisation de ces promesses. A la place de l'amélioration des conditions sociales, ils ont vu des réductions et de l'arbitraire. L'indignation des travailleurs qui se sentaient trahis prit de telles proportions que la direction des organisations de la Heimwehr se vit obligée de leur donner la parole dans les organes publiés par elle. Dans "Der Strassenbahner", l'organe que la Heimwehr fait paraître deux fois par mois à l'intention du personnel des tramways de Vienne, un agent des tramways déçu constate (le 1er août): "Les agents des services roulants (organisés dans la Heimwehr) avaient mis tout leur espoir dans la période successive au 12 février. Ils croyaient en effet que ce n'étaient que les dominateurs rouges et leurs valets au sein des organisations et dans les dépôts qui étaient à l'origine de l'exploitation toujours plus intense de notre travail. Et voilà: les choses ont tourné autrement que nous l'avions pensé.....l'augmentation du nombre des tours de service sur toutes les lignes nous est une preuve du contraire de ce que nous avons espéré".

"Si le contrat collectif contenait encore la disposition que le Conseil des hommes de confiance du personnel a le droit de contrôler les graphiques de service dans les dépôts et de protester contre ceux-ci, cette disposition a été supprimée au moment où les mandats des hommes de confiance ont été déclarés périmés.

La suppression des conseils d'hommes de confiance a toutefois également fait disparaître la possibilité de la part de la deuxième des parties contractantes d'exercer une influence quelconque sur les tableaux de service. Cinq mois se sont écoulés depuis lors et nous attendons toujours la "création d'une représentation définitive". Nous vivons toujours dans le provisoire. Lorsqu'on interroge un des hommes de confiance de l'organisation chrétienne, il vous fait la réponse peu réjouissante que la situation est provisoire et qu'on ne peut rien faire pour le moment. Mais la direction, tandis que nous sommes dans l'impossibilité de faire quelque chose, utilise cette période soi-disant sans contrat, pour augmenter indéfiniment le nombre des tours de service, pour nous exploiter par conséquent d'une manière indue et tout cela parce que nous ne pouvons rien faire.

"La direction a dit le contraire: C'est le moment ou jamais d'agir. Elle diminue la durée des parcours, supprime les intervalles d'arrêt et économise à nos dépens sur toutes les lignes. Elle fait tout cela parce que nous, nous ne pouvons toujours rien faire...vu qu'il n'y a pas de contrat. Il faut bien le dire, ce n'est pas comme ça que nous nous étions représenté la révolution. Nous avions pensé qu'on tiendrait compte du terrible dommage et qu'on ne l'augmenterait pas en exigeant de ceux qui travaillent un effort surhumain." Les partisans déçus de la dictature chrétienne constateront que les plaintes n'émeuvent pas les dictateurs fascistes. Ce n'est qu'une action dans les rangs de la nouvelle organisation des syndicalistes autrichiens qui continuent la lutte avec courage, qui ouvrira la voie vers la liberté.

Les victimes (I.T.F.) Le manque de matières premières pour l'industrie textile commence à se faire gravement sentir dans le Troisième Reich. La "Textilzeitung" de Berlin écrit en date du 2 septembre: "Par une ordonnance de la direction centrale de la Reichsbahn, les ouvriers du service des manoeuvres seront pourvus dorénavant dans la mesure des ressources disponibles de vestes de travail de tissu imperméable. Les imperméables de tissu de laine dont le personnel des manoeuvres était pourvu jusqu'à présent seront supprimés, mais ceux qui sont encore disponibles seront d'abord usés. "Ces tissus "imperméables" ne constituent qu'une protection insuffisante contre les intempéries contrairement au loden utilisé jusqu'à présent. Les agents des manoeuvres doivent payer de leur santé la tactique de la dictature nationale-socialiste qui, par une importation excessive de matériaux de guerre, met la population allemande dans l'impossibilité de s'acheter des vivres et des vêtements.